



REPUBLIQUE FRANCAISE
« LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE »

ARRETE DU MAIRE N° 2019-032

**Portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme
de la commune de CHANOS-CURSON**

Le Maire,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-60 et R.153-18, ainsi que les articles L.151-43 et R.151-51 relatifs au contenu des annexes du P.L.U ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2010-08 du 1^{er} mars 2010 approuvant le plan local d'urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2015-62 du 7 septembre 2015 approuvant la modification du P.L.U après enquête publique,

Vu l'arrêté préfectoral n° 26-2018-10-02-014 du 02 octobre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de CHANOS-CURSON,

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté,

ARRETE

Article 1 – Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de CHANOS-CURSON est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe au PLU, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

Article 2 – Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et en Préfecture.

Article 3 – Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

Article 4 – Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

Fait à CHANOS-CURSON, le 08 Avril 2019.

Le Maire,
Stéphane FOURNIER.



L'autorité territoriale,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification et de sa publication.



REPUBLIQUE FRANCAISE
« LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE »

ARRETE DU MAIRE N° 2017/76

**Portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme
de la commune de CHANOS-CURSON**

Le Maire,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-60 et R.153-18 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-43 et R.151-51 relatifs au contenu des annexes du dossier d'un P.L.U ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2010-08 du 1^{er} mars 2010 approuvant le plan local d'urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2015-62 du 7 septembre 2015 approuvant la modification du P.L.U après enquête publique,

Vu l'arrêté préfectoral n° 26-2016-11-29-024 du 29 novembre 2016 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de CHANOS-CURSON,

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté,

ARRETE

Article 1 – Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de CHANOS-CURSON est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe au PLU, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

Article 2 – Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et en Préfecture.

Article 3 – Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

Article 4 – Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

Fait à CHANOS-CURSON, le 3 juillet 2017.

Le Maire,
Serge BLACHE.



L'autorité territoriale,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification et de sa publication.

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Auvergne-Rhône-Alpes

Unité Interdépartementale 26/07

Valence, le 29 NOV. 2016

Affaire suivie par : Christophe Bouilloux
Tél. : 04.75.82.46.36
Fax : 04.75.82.46.49
Courriel : christophe.bouilloux@developpement-
durable.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL n° 26-2016-11-29-024

**instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques
autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits
chimiques sur la commune de Chanos-Curson**

**Le Préfet du département de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-16, R.555-30 et R.555-31 ;

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-22 et R.123-46 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en date du 10 octobre 2016 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Drôme le 24 novembre 2016 ;

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article L555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme,

ARRETE

Article 1^{er} – Objet

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée ⁽¹⁾ au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou SUP3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Nom de la commune : Chanos-Curson

Code INSEE : 26071

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par le transporteur

GRTgaz
Immeuble Bora, 6 rue Raoul Nordling
92277 BOIS COLLOMBES Cedex

- **Ouvrages traversant la commune**

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
TAIN- ROMANS	67,7	100	1781	enterré	30	5	5

- **Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

Néant

- **Installations annexes situées sur la commune**

Néant

- **Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

Néant

Canalisation de transport d'hydrocarbures propriété de l'État, ayant comme transporteur le Service National des Oléoducs Interalliés, service du MEEM-DGEC, situé Tour Séquoia, place des Carpeaux, 92800 Puteaux et opérée par :

TRAPIL-ODC
22 B route de Demigny
Champforgeuil
CS 30081
71103 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

- **Ouvrages traversant la commune**

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
Beaumont - Oytier	68	308	2444	enterré	200	15	10

- **Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

Néant

- **Installations annexes situées sur la commune**

Néant

- **Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

Néant

Article 2 – Nature des servitudes

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3 – Information du transporteur

Conformément à l'article R.555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4 – Annexion au plan d'urbanisme

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L.163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5 – Notification et publicité

En application du R.555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera

- publié au recueil des actes administratifs
- publié sur le site internet de la préfecture de la Drôme
- adressé au maire de la commune de Chanos-Curson.

Article 6 – Délais et voies de recours

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble (2, place de Verdun – BP 1135 – 38002 Grenoble cedex 1) dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Drôme.

Article 7 – Exécution et copie

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire de la commune de Chanos-Curson, le directeur départemental des territoires de la Drôme, la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au directeur de GRTgaz et au directeur du Service National des Oléoducs Interalliés.

Valence, le **29 NOV. 2016**

Le préfet,

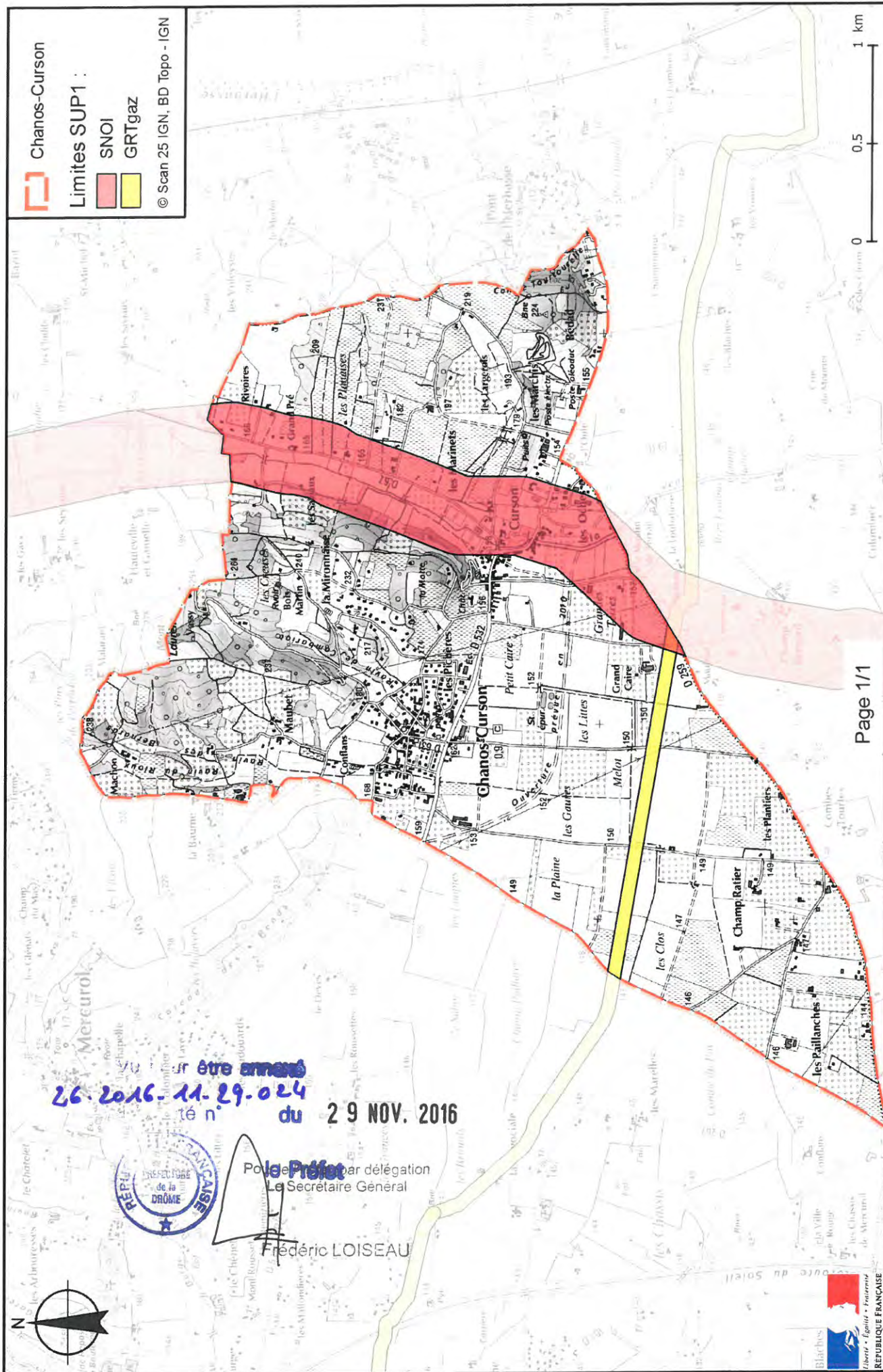
Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général


Frédéric LOISEAU

(1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :

- la préfecture de la Drôme
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes
- l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la mairie concernée

Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



2020-2021

**COMMUNE de CHANOS CURSON
MODIFICATION n°1
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Approbation de la modification n° 1

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 7 septembre 2015

Date de transmission au Préfet : 17 septembre 2015

Mesures de publicité:

- Affichage en mairie : à compter du 8 septembre 2015
- Insertion dans la presse : 9 octobre 2015

Contrôle de légalité:

- Date de la lettre au maire : /
- Observations : /

Date à laquelle la délibération devient exécutoire:	17 octobre 2015
--	------------------------

Pour le Chef du Service Aménagement du
Territoire et Risques
Le Responsable de l'unité territoriale

signé Tanguy QUEINEC



REPUBLIQUE FRANCAISE
« LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE »

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2015-62

L'an deux mil quinze, le sept septembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHANOS-CURSON, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance publique, salle du Conseil Municipal en Mairie, sous la présidence de **Monsieur Serge BLACHE, Maire.**

Date de convocation du Conseil Municipal : **02/09/2015**

Date d'affichage : **02/09/2015**

Nombre de Conseillers municipaux en exercice : **15**

Étaient présents : **Serge BLACHE, Nicole MUCCHIELLI, Bruno BOITEUX, Isabelle FREICHE, Michel FRAISSE, Marlène PIERRO, Jacques PRADELLE, Pascal BAUDE, Juliette GOMEZ, AZE Blandine, Benoît MOREL, Karine BEAUGIRAUD, Sandrine GUIMBAUD.**

Étaient absentes et représentées : **Anaïs CHARDON représentée par Nicole MUCCHIELLI, Bruno GRAS-TACHON représenté par Isabelle FREICHE**

Jacques PRADELLE a été désigné secrétaire de séance.

Le nombre de votants est de 15.

Résultat du vote : POUR : 14 ABSTENTION : 1

Objet : PLU : modifications après enquête publique

Monsieur le Maire expose que le projet de modification du P.L.U. a été soumis à enquête publique du 1^{er} Juin 2015 au 1^{er} Juillet 2015. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ont été remis le 12 Juillet 2015.

VU le code de l'urbanisme,

VU l'arrêté municipal n°2015/32 en date du 13/05/2015 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification du P.L.U.,

VU les conclusions du commissaire enquêteur (avis favorable),

VU le dossier de modification du P.L.U. ,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré par quatorze voix pour et une abstention des membres présents et représentés:

- décide d'approuver la modification du PLU telle qu'elle est annexée à la présente
- dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal régional ou local diffusé dans le département,
- Dit que le P.L.U. modifié est tenu à la disposition du public à la mairie de Chanos-Curson aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'à la Préfecture.
- Dit que la présente délibération sera exécutoire dès sa transmission au Préfet et après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Fait et délibéré les jours mois et an ci-dessus.

Au registre sont les signatures.

Le Maire,
Serge BLACHE



Acte rendu exécutoire après :

- Transmission en Préfecture le 08/09/15
- Réception en Préfecture le
- Publication et notification le

"La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal."



ARRETE DU MAIRE N° 2014/71
DU 22 JUILLET 2014 PORTANT MISE A JOUR DU
PLAN LOCAL D'URBANISME
DE LA COMMUNE DE CHANOS-CURSON

DDT Drôme-Unité territoriale
arrive le
04 AOÛT 2014

Le Maire de la Commune de CHANOS-CURSON,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article R123-22,

Vu la délibération n°2010-08 du 1^{er} mars 2010,

Vu l'arrêté Préfectoral n°2013206-0014 en date du 25 juillet 2013 portant approbation du Plan de Prévention des Risques naturels – inondations prévisibles sur la Commune de CHANOS-CURSON,

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté (plan et liste des servitudes d'utilité publique fournis par la DDT SATR/PA),

ARRETE

Article 1 : Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de CHANOS-CURSON est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe au PLU, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique,

Article 2 : Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et en Préfecture.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

Article 4 : Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la direction Départementale des Territoires.

Fait à CHANOS-CURSON, le 22 juillet 2014.

Le Maire,
Serge BLACHE.



"La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal."

Mairie de CHANOS CURSON 9 rue de la République 26600 CHANOS CURSON

Téléphone : 04/75/07/33/07 – Télécopie 04/75/07/32/99

Email secretariat.mairiechanoscurson@wanadoo.fr - Site internet www.mairie-chanoscurson.fr



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DROME

Direction des Territoires
Service Aménagement du Territoire et des Risques
Pôle Prévention des Risques
Affaire suivie par :
Jérôme SIGAUD
Tél. : 04 81 66 81 29
courriel : jerome.sigaud@drome.gouv.fr

Préfecture
Direction des collectivités
et de l'utilité publique
Bureau des enquêtes publiques
Affaire suivie par :
Lucette MANGUIN
Tel. : 04.75.79.28.71
Fax : 04 75 79 28.55
E-mail: lucette.manguin@drome.gouv.fr

Arrêté n°2013206-0014 portant approbation du Plan de Prévention des Risques naturels-inondations prévisibles sur la commune de CHANOS-CURSON

**Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L562-1 à L562-9 et R562-1 à R562-12 ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU la loi n° 2004.811 du 13 août 2004 modifiée, de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU la circulaire du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables ;

VU la circulaire du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables ;

VU la circulaire du 30 avril 2002 relative à la politique de l'État en matière de risques naturels prévisibles et de gestion des espaces situés derrière les digues de protection contre les inondations et les submersions marines ;

VU la circulaire du 21 janvier 2004 relative à la maîtrise de l'urbanisme et de l'adaptation des constructions en zone inondable ;

VU l'arrêté préfectoral n°2012032-0004 du 1er février 2012 portant prescription de l'élaboration du Plan de Prévention des Risques inondation sur la commune de CHANOS-CURSON ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013078-0015 du 19 mars 2013 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de Plan de Prévention des Risques naturels inondation de la commune de CHANOS-CURSON ;

VU la délibération du conseil municipal de CHANOS-CURSON du 27 juillet 2012 ;

VU la délibération du comité syndical du SCOT ROVALTAIN-Drôme-Ardèche du 31 octobre 2012 ;

VU l'avis de la Communauté de Communes du Pays de l'Hermitage du 23 août 2012;

VU l'avis de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement du 12 septembre 2012;

VU l'avis du centre régional de la propriété forestière Rhône-Alpes du 17 septembre 2012 ;

VU l'avis du service départemental d'incendie et de secours du 17 septembre 2012 ;

VU l'avis de la chambre d'agriculture de la Drôme du 17 septembre 2012 ;

VU l'avis de la direction départementale des territoires de la Drôme, service eaux forêts espaces naturels du 15 juin 2012 ;

VU le bilan de la consultation des services et de la concertation avec le public annexé au dossier de l'enquête publique ;

VU le rapport et les conclusions de M. le commissaire enquêteur du 17 juin 2013 ;

VU le rapport d'analyse de juillet 2013 de la direction départementale des territoires en réponse à chacune des observations et recommandations du commissaire enquêteur, (rapport à M. le Préfet de la Drôme : analyse de l'enquête publique, propositions de suite à donner) ;

Considérant que les avis exprimés avant et lors de l'enquête publique ne remettent pas en cause le contenu du plan élaboré ;

Considérant que la recommandation n°1 de M. le commissaire enquêteur visant à l'organisation d'une réunion concernant les travaux de réduction de l'aléa de la Veauve et du Merdarioux ne concerne pas directement le projet de PPRI, objet de l'enquête publique ;

Considérant que donner une suite favorable à la recommandation n°2 de M. le commissaire enquêteur visant à modifier l'échelle de représentation des cartes des aléas, enjeux et zonage réglementaire conduirait à déroger aux règles d'élaboration des PPR définies dans les guides Plans de Prévention des Risques Naturels (PPR) - Guide Général et Plans de Prévention des Risques Naturels prévisibles (PPR) – Cahier de recommandations sur le contenu des PPR ;

Considérant ainsi que le plan de prévention des risques inondations de la commune de CHANOS-CURSON est conforme aux objectifs de préservation des vies humaines et de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens, que le règlement contient des mesures de prévention et de sauvegarde conformes à la doctrine nationale exprimée dans les circulaires sus-visées et que rien ne s'oppose à sa mise en oeuvre ;

Considérant l'avis favorable de M. le commissaire enquêteur du 17 juin 2013 ;

Sur la proposition de Madame le Secrétaire Général de la préfecture de la Drôme ;

ARRETE

Article 1er :

Le Plan de Prévention des Risques naturels inondation prévisibles de la commune de CHANOS-CURSON est approuvé.

Article 2

Le Plan de Prévention des Risques naturels inondation prévisibles comprend les pièces suivantes ci-annexées :

- la note de présentation
- la carte de zonage réglementaire
- le règlement

Sont également annexés, à titre d'information :

- les pièces graphiques complémentaires (carte des aléas et carte des enjeux)

Article 3

Le Plan de Prévention des Risques naturels inondation prévisibles de la commune de CHANOS-CURSON est tenu à la disposition du public aux jours et heures ouvrables à la mairie de CHANOS-CURSON ainsi qu'en Préfecture de la Drôme (bureau des Enquêtes Publiques).

Article 4

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et mention en sera faite dans un journal diffusé dans le département.

L'arrêté sera également affiché pendant un mois au minimum à la mairie de CHANOS-CURSON et porté à la connaissance du public par tout autre procédé en usage dans la commune.

Un certificat du maire justifiera l'accomplissement de cette formalité.

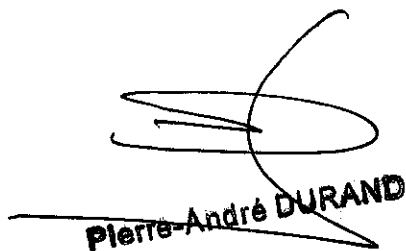
Article 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun BP1135 38022 GRENOBLE Cedex 1) dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Article 6

Madame le Secrétaire Général de la préfecture de la Drôme, Monsieur le Maire de la commune de CHANOS-CURSON, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le 25 JUL. 2013
Le Préfet,



Pierre-André DURAND



20 NOV. 2012

ARRETE DU MAIRE N° 2012/51

PORTANT MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Le Maire de la Commune de CHANOS-CURSON,

Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article R123-22,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2010-08 du 1^{er} mars 2010 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011 356-0006 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) pour l'établissement exploité par la société CHEDDITE FRANCE à CLERIEUX en date du 22 décembre 2011,

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté,

ARRETE :

Article 1 – Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de CHANOS CURSON est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe au PLU, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

Article 2 – Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et en Préfecture.

Article 3 – Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

Article 4 – Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

Fait à CHANOS-CURSON, le 23 juillet 2012.

Le Maire,
Serge BLACHE



"La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal."

Mairie de CHANOS CURSON 9 rue de la République 26600 CHANOS CURSON

Téléphone : 04/75/07/33/07 – Télécopie 04/75/07/32/99

Email secretariat.mairiechanoscurson@wanadoo.fr - Site internet www.mairie-chanoscurson.fr

PRÉFET DE LA DRÔME

Valence, le 22 DEC. 2011

Direction départementale des territoires
Service Aménagement du Territoire et Risques
Pôle prévention des risques
Affaire suivie par : André CHEVASSUS-ROSSET
Tél.: 04 81 66 81 59
courriel : andre.chevassus-rosset@drôme.gouv.fr
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du
logement de Rhône-Alpes
Unité territoriale Drôme-Ardèche
Affaire suivie par : Pascal BRIE
Tél. : 04 75 82 46 37
courriel : pascal.brie@developpement-durable.gouv.fr
Préfecture
Direction des collectivités et de l'utilité publique
Bureau des enquêtes publiques
Affaire suivie par : Sonia BONNET
Tél.: 04.75.79 28.48
Fax : 04 75 79 28.55
courriel : sonia.bonnet@drôme.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

N° 2011 356-0006

**portant approbation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT)
pour l'établissement exploité par la société CHEDDITE FRANCE à CLERIEUX**

**Le Préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 515-15 à L. 515-25 et R. 515-39 à R. 515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) et les articles R. 511-9 et R. 511-10 portant nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 126-1 et R. 123-22 ;

VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques ;

VU la circulaire ministérielle du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10-2083 du 20 mai 2010, autorisant la société CHEDDITE FRANCE à poursuivre l'exploitation, dans son établissement pyrotechnique situé quartier Châtillon à CLERIEUX, d'un stockage de poudre de 60,4 tonnes et d'un stockage de trinitrorésorcine (TNR) de 33 tonnes, soumis à autorisation avec servitudes d'utilité publique au titre de la rubrique 1311 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'étude de dangers relative à l'établissement sus-visé, mise à jour en octobre 2007, complétée en avril 2008, le 21 octobre 2008 et le 6 janvier 2009 ;

VU le rapport en date du 13 janvier 2009 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région RHONE-ALPES, signé le 20 mars 2009, proposant d'engager la démarche d'élaboration d'un PPRT concernant l'établissement sus-visé ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09-2963 du 29 juin 2009 prescrivant l'élaboration du PPRT relatif à l'établissement sus-visé ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010348-0007 du 14 décembre 2010 prorogeant l'arrêté préfectoral n° 09-2963 du 29 juin 2009 jusqu'au 29 décembre 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011175-0001 du 24 juin 2011 portant ouverture d'une enquête publique du 5 septembre 2011 au 7 octobre 2011 inclus, sur le projet de PPRT relatif à l'établissement sus-visé ;

VU le registre d'enquête et l'existence d'une observation émise lors de l'enquête publique ;

VU le rapport, les conclusions et l'avis favorable motivé en date du 23 octobre 2011 du commissaire enquêteur ;

VU l'absence d'observations des personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT relatif à l'établissement sus-visé, consultés du 8 février 2011 au 8 avril 2011 ;

VU l'absence d'observations des membres du comité local d'information et de concertation (CLIC) lors de sa réunion du 7 avril 2011 ;

VU le bilan de la concertation ;

VU le rapport de l'équipe projet en date du 10 novembre 2011, reçu à la préfecture de la Drôme le 16 décembre 2011, proposant l'approbation du projet de PPRT relatif à l'établissement sus-visé ;

CONSIDERANT que l'établissement exploité par la société CHEDDITE FRANCE à CLERIEUX est soumis à autorisation avec servitudes d'utilité publique (AS) au titre de la rubrique 1311 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT la liste des phénomènes dangereux issus de l'étude de dangers de la société CHEDDITE FRANCE relative à son établissement sus-visé, et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

CONSIDERANT que les mesures définies dans le PPRT résultent d'un processus d'analyse, d'échange et de concertation ; qu'elles sont de nature à répondre à l'objectif de protection visé et qu'elles intègrent les adaptations du règlement préconisées lors de l'enquête publique ;

SUR PROPOSITION de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) relatif à l'établissement exploité par la société CHEDDITE FRANCE sur le territoire de la commune de CLERIEUX, quartier Châtillon, annexé au présent arrêté est approuvé.

Le PPRT comprend :

1. une note de présentation
2. un plan de zonage réglementaire
3. un règlement
4. un bilan de la concertation
5. un cahier de recommandations

ARTICLE 2 :

Le PPRT vaut servitudes d'utilité publique au sens de l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme et doit être annexé aux documents d'urbanisme des communes de CLERIEUX, CHANOS CURSON et GRANGES LES BEAUMONT, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 : publicité

Une copie du présent arrêté est diffusée par voie d'affichage, par les mairies de CLERIEUX, CHANOS CURSON et GRANGES LES BEAUMONT, ainsi que par la communauté d'agglomération du Pays de ROMANS, pendant un mois minimum.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de la Drôme.

Un avis est inséré par les soins de la préfecture dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 4 :

Une copie du présent arrêté est adressée aux personnes et organismes associés définis dans l'arrêté préfectoral n° 09-2963 du 29 juin 2009 susvisé, ainsi qu'au président de la communauté d'agglomération du Pays de ROMANS.

ARTICLE 5 :

Le plan est tenu à la disposition du public :

1. aux mairies de CLERIEUX, de CHANOS CURSON et de GRANGES LES BEAUMONT ;
2. au siège de la communauté d'agglomération du Pays de ROMANS ;
3. à la préfecture du département de la Drôme ;
4. sur le site internet des PPRT de la région Rhône Alpes (<http://www.pprtrhonealpes.com>).

ARTICLE 6 : délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours gracieux auprès du préfet du département de la Drôme, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place Verdun - BP 1135 - 38022 GRENOBLE Cedex), dans un délai de deux mois.

ARTICLE 7 : exécution

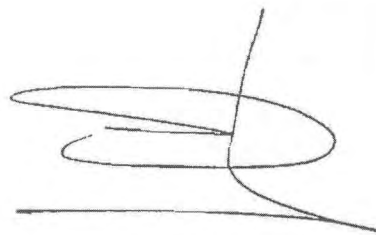
Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Rhône-Alpes, le directeur départemental des territoires de la Drôme et les maires de CLERIEUX, CHANOS CURSON et GRANGES LES BEAUMONT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le 22 DEC. 2011

Le Préfet

Pour copie certifiée,
l'attaché Principal, Chef de Bureau,

Gilbert CHEVALIER



Pierre-André DURAND



REPUBLIQUE FRANCAISE
« LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE »

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2010-08**

L'an deux mil dix, le 1^{er} mars à 20 heures, le Conseil Municipal de la Commune de CHANOS-CURSON, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance publique, salle du Conseil Municipal en Mairie, sous la présidence de **Monsieur Serge BLACHE, Maire**.

Date de convocation du Conseil Municipal : **22/02/2010**

Date d'affichage : **22/02/2010**

Nombre de Conseillers municipaux en exercice : **15**

Étaient présents : **Serge BLACHE, Jacques PRADELLE, Josianne SAUVAJON, Bruno BOITEUX, Corinne JUNIQUE, Gilles DREVETON, Jérôme MAISONNEUVE, Martine COLDEPIN, Anne BERTO, Sandrine COTTE, Bruno GRAS-TACHON, Michel FRAISSE, Nicole MUCCHIELLI, Juliette GOMEZ.**

Était absente excusée : **Sandrine GUIMBAUD**

Gilles DREVETON a été désigné secrétaire de séance.

APPROBATION du PLAN LOCAL D'URBANISME

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 123.10 et R 123.19,

Vu le Décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,

Vu la délibération en date du **2 septembre 2005** prescrivant la révision du P.L.U.,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du **19 septembre 2008** arrêtant le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de la concertation,

Vu l'arrêté du maire N° **2009-30** en date du **19 mai 2009** soumettant à enquête publique le projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées ainsi que le zonage d'assainissement,

Vu le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur,

Considérant que les remarques effectuées par les services consultés et les résultats de ladite enquête justifient des adaptations mineures du projet de PLU.

Considérant que le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément aux articles susvisés du Code de l'Urbanisme.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents :

DECIDE d'approuver le projet de Plan Local d'Urbanisme, tel qu'il est annexé à la présente,

INDIQUE que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public,

Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractère apparent dans un journal diffusé dans le Département,

INDIQUE que la présente délibération sera exécutoire :

- dans un délai d'un mois, suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications,
- après accomplissement des mesures de publicité.

Fait et délibéré les jours mois et an ci-dessus.
Au registre sont les signatures.

Le Maire,
Serge BLACHE.



Acte rendu exécutoire après :

- Transmission en Préfecture le 10/03/2010
- Réception en Préfecture le...1...2...MARS...2010
- Publication et notification le...19...MARS...2010

"La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal."